

Position du Syndicat de la librairie française en réponse à la consultation publique de l'ARCEP portant sur la proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs

1/ Eléments de contexte

- **une distorsion de concurrence qui fragilise le prix unique du livre et entrave le développement de la présence des libraires sur internet**
 - **le « dumping » sur les frais de port, un cheval de Troie contre le prix unique du livre** : le dumping sur les frais de port est imposé par le leader du marché de la vente en ligne qui a fait du « dumping » sa stratégie dans le but de capter des parts de marché au détriment de concurrents ne disposant pas des mêmes capacités financières. Après avoir cherché à faire tomber le prix unique du livre en 2008, cet acteur a déporté son offensive vers la gratuité des frais de port.
 - **Les librairies, acteurs essentiels pour la culture et les territoires mais l'un des commerces de détail les moins rentables en France** : le prix unique du livre a pour objectif de défendre la diversité et la richesse de la création éditoriale grâce à un réseau dense de détaillants sur l'ensemble du territoire. Cet objectif, partagé par l'ensemble des groupes politiques et des professionnels, Amazon mis à part, doit pouvoir s'appliquer pleinement sur internet. Or, les librairies sont parmi les commerces de détail les moins rentables en France ¹ et n'ont pas les moyens de suivre le « dumping » imposé à travers la facturation de frais de port anormalement bas.
 - **Des coûts d'expédition très onéreux et qui vont encore augmenter** : les libraires utilisent le tarif Colissimo pour leurs expéditions de livres, sans capacité de négociation, à l'exception d'une poignée d'acteurs plus importants (Furet-Decitre, Gibert) qui négocient ces tarifs à la marge. Les tarifs postaux augmentent significativement chaque année contrairement aux marges des libraires. Les pertes financières sur l'activité de livraison de livres s'aggravent donc d'une année sur l'autre.

¹ [La situation économique et financière des librairies indépendantes – Etude Xerfi 2019 pour le Syndicat de la librairie française et le ministère de la Culture](#)

Par ailleurs, la situation inflationniste actuelle entraîne une augmentation du prix des consommables utilisés par les libraires pour l'expédition de livres. Ainsi, une livraison coûte actuellement, en moyenne, plus de 7 euros à un libraire.

- **Les objectifs de la loi**

- **Une mesure de soutien au réseau des détaillants de livres** : le texte de la loi définit deux critères devant guider la fixation du tarif minimum de frais de port :
 - Tenir compte des tarifs proposés par les prestataires de services postaux sur le marché de la vente au détail de livres
 - Tenir compte de l'impératif de maintien sur le territoire d'un réseau dense de détaillants

Ce sont ces deux critères qui doivent servir de fondement à la fixation du tarif minimum de frais de port et non d'autres comme le niveau des frais de port dans d'autres secteurs du commerce en ligne n'obéissant pas aux mêmes objectifs de politique culturelle et ne présentant pas les mêmes caractéristiques économiques et commerciales.

Comme l'a indiqué la Sénatrice Laure Darcos, à l'origine de la proposition de loi, « Ce sont bien la préservation de la diversité culturelle, le maintien de l'accès de tous les citoyens à la culture et la vitalité de l'économie locale dans les centres-villes et les centres-bourgs qui sont ici en jeu. »

Le Président de la République a lui-même défendu « la protection du prix du livre, même quand il est envoyé par la Poste » lorsqu'il a abordé ce dossier à l'occasion de son déplacement à Nevers le 21 mai 2021².

² "La réouverture des lieux culturels doit aussi être, pour nous tous et toutes, le moment de conforter ce que nous sommes et d'essayer d'aller plus loin. [...] D'abord, conforter ce qui est notre force, c'est-à-dire un modèle culturel français qui nous a permis [...] d'avoir une littérature, un tissu de librairies indépendantes extrêmement forts. Il faut s'inspirer de ce que l'on a réussi par le passé et le renforcer.

En matière de librairies, nous allons porter avec les parlementaires, dans les prochaines semaines la protection du prix du livre même quand il est envoyé par la Poste. C'est un vrai sujet car on a une forme de concurrence qui se crée où certains grands groupes ont la possibilité de vous envoyer quasiment sans frais votre livre quand votre libraire indépendant, lui, doit vous faire payer les frais postaux.

Il faut qu'il y ait un prix unique de tous les livres, le livre qu'on va acheter à la librairie comme le livre qu'on reçoit à la maison. »

- **Les objectifs des libraires :**

- **Rendre plus rentable l'activité de livraison :** les libraires ne peuvent se permettre de perdre une trop grande partie de leur marge à chaque fois qu'ils expédient un livre. Leur objectif est au minimum de couvrir leurs charges variables affectées à la vente en ligne (cf annexe sur les simulations en termes d'impact sur les marges).
- **Inciter davantage de libraires à s'emparer du marché de la vente en ligne :** plus de 1 500 librairies disposent aujourd'hui d'un site de vente en ligne. Mais la majorité de ces sites se concentrent sur le retrait en magasin et ne proposent pas l'expédition, du fait d'une absence de rentabilité. Si la situation évolue favorablement, ce sont plusieurs centaines de librairies à travers l'ensemble du territoire qui pourront élargir à la livraison leur activité sur internet et renforcer ainsi leur activité économique et leur offre commerciale à l'égard de leurs clients.
- **Promouvoir un modèle plus écologique :** les livraisons quasi-gratuites ou à un prix artificiellement bas multiplient les expéditions « de confort » de la part d'urbains qui disposent à proximité de nombreux points de vente de livres. L'application d'un tarif minimum de frais de port juste permettra de réduire l'impact environnemental des livraisons au profit notamment du « click and collect » (retrait en librairie).

2/ Réponse à la consultation publique

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Comme le montrent les calculs de marge figurant en annexe 1, ce tarif ne permettrait même pas de couvrir les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison, sans parler de l'ensemble de leurs charges. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

Le SLF préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quel que soit le montant d'achat.

Comme le montrent les simulations sur les marges des libraires que le SLF a réalisées, ce tarif minimum de 4,50€ équilibre une part seulement des paniers. Ce tarif de 4,50€ reste inférieur à celui en vigueur sur les principaux sites e-commerce (Amazon, CDiscount, Fnac, Darty, Leclerc...) pour un très grand nombre de produits, en l'occurrence 4,99€.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Le SLF est résolument opposé au maintien de la quasi-gratuité des frais de port. Ce serait contredire la volonté politique exprimée par le législateur à travers la loi du 30 décembre 2021. Cette loi vise en effet à corriger la loi de 2014 en supprimant cette quasi-gratuité qui introduit une distorsion de concurrence.

Le maintien de la quasi-gratuité reviendrait à faire échec à la loi du 30 décembre 2021.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue (cf. annexe sur les simulations en termes d'impact sur les marges)

Le raisonnement visant à penser que les librairies pourraient compresser leurs marges pour offrir la quasi-gratuité des frais de port à partir d'un certain panier d'achat ne tient compte ni de leur situation financière très tendue ni de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent, contrairement à toutes les autres branches du commerce, de se rattraper sur le prix de vente du produit principal, ce prix étant fixé par l'éditeur et non par le libraire.

La comparaison avec les autres produits culturels tels que le CD et le DVD n'est pas non plus pertinente car le poids moyen des produits et, par conséquent, le coût de leur expédition, ne sont pas comparables³.

La quasi-gratuité des frais de port entraîne par ailleurs une aberration écologique du fait d'une multiplication des livraisons alors que des librairies de proximité peuvent répondre aux demandes des lecteurs urbains qui constituent la grande majorité des acheteurs sur internet, selon les données du CREDOC ⁴.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Le SLF réaffirme son opposition résolue à tout retour de la quasi-gratuité.

Si, malgré l'ensemble des raisons mentionnées plus haut, l'ARCEP maintenait un tel principe, il est incontestable qu'un seuil de 25€ serait de surcroît beaucoup trop bas. Ce seuil

³ Sur une plate-forme gérant les expéditions pour plusieurs centaines de librairies, le poids moyen de l'expédition de livres, constaté en 2021, s'établit à 870 grammes. Par ailleurs, la société Dilicom qui gère le fichier exhaustif du livre (FEL), fichier commercial recensant l'intégralité des livres disponibles et servant à l'ensemble des transactions sur le marché du livre, fait état d'un poids moyen du livre de 424 grammes (donnée mai 2022). En comparaison, le poids moyen d'un CD ou d'un DVD se situe entre 150 et 200g.

⁴ Selon les chiffres du Credoc, ce sont les habitants des zones urbaines à forte densité de population qui achètent le plus sur internet. Ainsi, 61% des Français résidant dans l'agglomération parisienne achètent en ligne et 57% des personnes vivant dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, contre 50% seulement des habitants des zones rurales.

84% des « cadres et profession intellectuelle supérieure » (terminologie du Credoc) achètent en ligne, 67% des employés, 56% des ouvriers et 50% des personnes au foyer. Même si la pénétration a progressé dans toutes les catégories professionnelles, sa structure est quasi-inchangée depuis 2010.

Par effet de miroir, ce sont naturellement, les diplômés de l'enseignement supérieur qui achètent le plus sur Internet. Ils sont 78% à faire des achats, contre 70% pour les personnes qui ont le niveau bac et 21% pour les non-diplômés. Cette dernière catégorie, se situe 34 points en dessous de la moyenne nationale (55% des Français qui achètent en ligne).

correspond en effet au panier moyen actuel pour les commandes de livres expédiées par les libraires. C'est le prix unitaire de la majorité des bandes dessinées ou d'un panier composé d'un livre grand format et d'un livre de poche.

La quasi-gratuité des frais de port serait dès lors applicable à la majorité des paniers vidant la loi de ses effets. Elle n'inciterait pas davantage de librairies à proposer une activité d'expéditions et forcerait sans doute celles qui le proposent actuellement à s'aligner sur ces nouveaux barèmes en rendant cette activité encore moins rentable qu'aujourd'hui. Des acteurs puissants verraient leur panier moyen augmenter au détriment des achats de livres en librairie, soit l'effet inverse de celui affiché par la loi (« impératif de maintien sur le territoire d'un réseau dense de détaillants »).

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, le SLF préconise qu'il ne soit pas inférieur à 50 à 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

Question Q4 : que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- **Livraisons outre-mer : l'ARCEP propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer**

Le SLF est favorable à cette disposition.

- **Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.**

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- **Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.**

Le SLF n'est pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. En effet, dans le cas d'envois fractionnés du fait d'une indisponibilité temporaire d'une partie des livres commandés (ou d'une commande comportant un livre en pré-commande), le site internet serait dans l'obligation de se retourner vers

le client pour lui facturer des frais de port en sus de ceux réglés initialement lors de la commande et alors même que la responsabilité de la disponibilité partielle des ouvrages incombe au détaillant. Cette disposition est non seulement difficilement imaginable sur un plan commercial mais elle serait difficile à appliquer techniquement.

Le SLF fait remarquer que, dans la situation actuelle, les frais de port applicables à une commande faisant l'objet d'une expédition fractionnée sont d'ores et déjà « chargés » sur le premier colis et non sur le ou les suivant(s).

Dans ces conditions, le SLF défend l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- **Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.**

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- **Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.**

Le SLF souscrit à cet objectif de simplicité et de facilité de mise en œuvre de la mesure.